



DEC 2 1976

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE

UNESA COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/C.5/31/10/Add.1

29 novembre 1976

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Trente et unième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 92 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1976-1977

Emploi d'experts et de consultants à l'Organisation des Nations UniesNote du Secrétaire général

1. Au paragraphe 7 de son rapport sur l'emploi d'experts et de consultants à l'Organisation des Nations Unies (A/C.5/31/10), le Secrétaire général a exprimé l'intention de fournir à l'Assemblée générale, avant la clôture de la trente et unième session, suffisamment de renseignements tirés des dossiers requis par la circulaire (ST/AI/232) sur l'appel à des concours extérieurs pour l'exécution de services spécialisés pour qu'il soit possible de procéder à une première évaluation de l'efficacité du système.

2. La circulaire régit les conditions d'appel à des concours extérieurs pour l'exécution de services spécialisés, à toutes fins autres que les activités de coopération technique. Elle établit une distinction entre trois catégories - les consultants, les experts et les entrepreneurs - qui sont définies comme suit :

"Par consultant, on entend un particulier qui fait autorité ou est un spécialiste dans un domaine déterminé et avec qui l'Organisation passe un contrat par lequel elle le charge de donner des avis et des conseils au Secrétariat. Les services des consultants peuvent être rémunérés ou non. Dans un cas comme dans l'autre, l'Organisation peut prendre en charge leurs frais de voyage et leur verser une indemnité de subsistance (par. 3).

Par expert, on entend un particulier qui fait autorité ou est un spécialiste dans un domaine déterminé et dont l'Organisation s'assure par contrat le concours personnel en qualité de membre d'un groupe spécial d'experts chargé de lui fournir des avis ou une aide. Sauf si l'Assemblée générale en a décidé autrement, le concours des experts n'est pas rémunéré mais l'Organisation peut prendre en charge leurs frais de voyage et leur verser une indemnité de subsistance (par. 4).

Par entrepreneur, on entend un particulier ou un groupe de particuliers, une institution ou une société avec qui l'Organisation passe un contrat pour

76-24742

/...

(9 p.)

l'exécution d'une tâche ou d'un ouvrage déterminé et spécialisé moyennant le paiement d'honoraires ou d'un prix global. L'entrepreneur ne travaille pas normalement dans les locaux de l'Organisation, sauf lorsqu'il doit utiliser des installations ou un matériel qui s'y trouvent ou lorsqu'il est essentiel pour l'accomplissement de sa tâche qu'il soit en contact permanent avec des fonctionnaires. La présente circulaire ne s'applique pas aux entrepreneurs dont l'Organisation s'est assurée le concours de façon continue pour l'exécution de tâches d'entretien et d'exploitation (par. 5)."

3. La circulaire ne concerne pas les personnes recrutées en tant que fonctionnaires de l'Organisation - les fonctionnaires permanents, les agents engagés au titre de projets ou le personnel temporaire dont la nomination est régie par le Statut du personnel et les dispositions appropriées du règlement du personnel.

4. Les renseignements figurant dans la présente note portent sur la période allant du 1er janvier au 30 juin 1976. Les renseignements financiers concernent l'ensemble du Secrétariat. Les renseignements relatifs au personnel ne comprennent pas l'Office de Genève, la Commission économique pour l'Europe, la CNUCED, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, la Division des droits de l'homme et le HCR. A Genève, les modifications à apporter aux méthodes en matière de personnel n'ont pu être appliquées de manière satisfaisante qu'à partir de juin 1976.

5. Le tableau figurant à l'annexe I indique les dépenses au titre des consultants, experts et entrepreneurs (particuliers), par chapitre du budget ordinaire et par fonds d'affectation spéciale. Le tableau de l'annexe II indique le nombre et la nationalité des 572 consultants, experts et entrepreneurs (particuliers) dont les contrats ont été enregistrés conformément aux nouvelles méthodes. Le nombre de contrats offerts par les services de Genève mentionnés au paragraphe précédent est de 257.

6. Le paragraphe 10 de la circulaire limite comme suit la durée des contrats de consultant ou d'entrepreneur :

"Normalement un contrat peut être accordé à un consultant ou à un entrepreneur pour une durée maximum de six mois ou, si son concours est nécessaire de façon intermittente, pour une série de périodes plus courtes avec des interruptions à condition que leur durée totale ne dépasse pas six mois sur une période de 12 mois consécutifs. Le renouvellement de ces contrats peut être autorisé si les circonstances le justifient. Les anciens fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées mis à la retraite ne peuvent être engagés en qualité de consultant ou d'entrepreneur pour une durée supérieure à six mois sur une période de 12 mois consécutifs."

Le tableau 1 ci-après indique la durée des 572 contrats enregistrés durant la période considérée. Pour les courtes périodes, la durée du contrat peut être étroitement liée au nombre de jours de travail. Pour les longues périodes, la durée du contrat dépend normalement de la date à laquelle le produit fini doit être prêt. Ainsi, le contrat le plus long portait sur l'établissement d'un document pour une conférence devant avoir lieu à la fin de 1977. Le document ne pouvait être rédigé que

/...

par une personne ayant assisté aux réunions préliminaires au début de l'année. La personne en question, qui était un spécialiste, a dû être consultée lors de la phase initiale de la préparation de la conférence en 1976.

Tableau 1

Durée des contrats de consultant, d'expert et d'entrepreneur

| <u>Durée (en mois)</u> | <u>Consultants</u> | <u>Experts</u> | <u>Entrepreneurs</u> |
|------------------------|--------------------|----------------|----------------------|
| Moins d'un mois | 87 | 74 | 93 |
| De 1 à 2 mois | 40 | 4 | 63 |
| De 2 à 3 mois | 35 | 1 | 32 |
| De 3 à 4 mois | 19 | - | 29 |
| De 4 à 5 mois | 13 | 1 | 9 |
| De 5 à 6 mois | 20 | 1 | 9 |
| Plus de 6 mois | 23 | - | 19 |
| Total | 237 | 81 | 254 |

7. Il n'a pas été possible, pour la période examinée, de recueillir de données sur l'évaluation du travail des experts et des consultants. Certains contrats offerts pendant cette période ne sont pas encore expirés. D'autres le sont mais les services rendus n'ont pas encore été évalués. Il ne sera donc possible de faire une évaluation rationnelle de l'utilisation de concours extérieurs que sur une plus longue période.

8. Dans son rapport initial, le Corps commun d'inspection s'est intéressé en particulier à l'âge des experts et des consultants. Le tableau 2 indique la répartition par groupe d'âge des experts, des consultants et des entrepreneurs (particuliers).

Tableau 2

Répartition par groupes d'âge des consultants, des experts
et des entrepreneurs

| | <u>Consultants</u> | <u>Experts</u> | <u>Entrepreneurs</u> |
|-----------------|--------------------|----------------|----------------------|
| Moins de 30 ans | 28 | 3 | 52 |
| De 30 à 39 ans | 60 | 7 | 85 |
| De 40 à 49 ans | 74 | 51 | 52 |
| De 50 à 59 ans | 49 | 14 | 39 |
| 60 ans et plus | 26 | 6 | 26 |
| Total | 237 | 81 | 254 |

/...

9. Pour cette période initiale, il n'a pas été possible de réunir de statistiques sur les titres et l'expérience des experts, des consultants et des entrepreneurs. L'évaluation quantitative de ces qualifications se révèle actuellement extrêmement difficile, même en ce qui concerne les fonctionnaires permanents du Secrétariat. Des dispositions ont cependant été prises pour noter les titres et l'expérience des consultants dont le travail a été jugé bon ou excellent. On espère donc pouvoir donner dans le prochain rapport des indications à ce sujet.

10. Le nombre d'anciens fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies à qui on a offert des contrats d'expert, de consultant ou d'entrepreneur est de 47, sur un total de 572 contrats enregistrés. Seize seulement de ces anciens fonctionnaires avaient plus de 55 ans, âge à partir duquel on peut avoir droit à une pension. Il n'a pas encore été possible de prendre des dispositions en vue de déterminer si ces chiffres comprennent un nombre significatif d'anciens fonctionnaires d'autres organisations appliquant le régime commun des Nations Unies.

11. Le tableau figurant à l'annexe I donne une idée générale de la nature des différents concours fournis. Pour ce qui est des entrepreneurs, le tableau fait une distinction entre les contrats de recherche et contrats de rédaction, les contrats relatifs à des services de conférence et les contrats relatifs à des activités d'information. La plupart de ces derniers concernent des émissions hebdomadaires radiodiffusées dans des langues qu'aucun fonctionnaire de l'information ne connaît suffisamment bien. D'autres sont offerts à des opérateurs de prise de vues et à des ingénieurs du son engagés pour des projets particuliers pouvant exiger des voyages hors du Siège. Les contrats relatifs à des services de conférence concernent avant tout la traduction de rapports ou d'autres documents peu urgents. Les contrats de recherche et les contrats de rédaction, ainsi que les contrats de consultant et d'expert concernent soit la rédaction de rapports déterminés qui ne peuvent être établis par des fonctionnaires dans le domaine correspondant au chapitre du budget ou au Fonds d'affectation spéciale indiqué soit la prestation de services spécialisés.

12. L'un des principaux soucis exprimés à la Cinquième Commission visait la nécessité de limiter l'emploi d'experts et de consultants aux tâches qui ne peuvent être exécutées par des fonctionnaires du Secrétariat, faute de connaissances ou de compétences spécialisées. La question du coût comparatif des experts et des consultants d'une part et des fonctionnaires d'autre part a aussi été soulevée. Il est normalement fait appel au concours d'experts et de consultants pour des tâches spécialisées. Si le Secrétariat a besoin en permanence d'un spécialiste dans un domaine donné, la création d'un poste est demandée. Mais il est évidemment plus économique de s'assurer le concours d'une personne en qualité d'expert ou de consultant pour une courte période ou à temps partiel que de l'engager comme fonctionnaire dans le cas où ses compétences particulières ne seront utilisées que pendant un temps limité. Pour des affectations de courte durée, il peut être plus économique et il est administrativement beaucoup plus simple d'avoir recours à un consultant que de nommer un fonctionnaire à titre temporaire.

/...

ANNEXE I
COUT DES CONCOURS EXTERIEURS POUR L'EXECUTION DE SERVICES SPECIALISES
POUR LA PERIODE DE SIX MOIS TERMINEE AU 30 JUIN 1976

(En dollars des Etats-Unis)

| | Consultants | | | Groupes d'experts spéciaux | Recherche et rédaction a/ | Services de conférence | Activités d'information | Total général |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------------------|------------------------------|---------------------------|----------------------------|---------------------|
| | Rémunération | Frais de voyage | Total | | | | | |
| Budget ordinaire : Chapitre 01 Politiques d'ensemble | 31 100 00 | 11 499 41 | 42 599 41 | - | - | - | - | 42 599 41 |
| 02 Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité | 31 196 02 | - | 31 196 02 | 27 378 57 | 20 250 00 | - | - | 78 624 59 |
| 03 Affaires politiques, tutelle et décolonisation | 686 68 | - | 686 68 | - | 10 500 00 | 10 00 | - | 11 196 68 |
| 04 Organes directeurs (activités économiques et sociales) | 21 765 00 | - | 21 765 00 | - | - | - | - | 21 765 00 |
| 05A Département des affaires économiques et sociales | 148 777 40 | 10 540 60 | 159 318 00 | 69 943 03 | - | 640 00 | - | 229 901 03 |
| 05B Sociétés transnationales | 25 938 73 | 5 069 29 | 31 008 02 | - | - | - | - | 31 008 02 |
| 06 Commission économique pour l'Europe | 37 148 95 | - | 37 148 95 | - | - | 4 500 00 | - | 41 648 95 |
| 07 Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique | 23 418 82 | 10 076 65 | 33 495 27 | - | 13 998 00 | 6 875 63 | - | 54 368 90 |
| 08 Commission économique pour l'Amérique latine | 35 776 48 | 2 374 80 | 38 151 28 | - | - | - | - | 38 151 28 |
| 09 Commission économique pour l'Afrique | 600 00 | 7 644 91 | 8 244 91 | - | - | - | - | 8 244 91 |
| 11 CHUCED | 102 494 81 | 9 499 86 | 111 994 67 | 50 717 45 | - | 23 000 00 | - | 185 712 12 |
| 12 ONUDI | 297 222 45 | 131 397 56 | 428 720 01 | 32 350 30 | 175 517 60 | - | - | 656 587 91 |
| 13 FNUB | 45 448 00 | 16 837 57 | 62 285 57 | 19 77 | 3 347 00 | 8 825 00 | - | 74 537 34 |
| 14 Contrôle international des stupéfiants | 2 041 51 | - | 2 041 51 | - | - | - | - | 2 041 51 |
| 16 Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés | 36 265 19 | 4 219 06 | 40 484 25 | - | - | 296 85 | - | 40 781 10 |
| 18 Droits de l'homme | 78 682 82 | 121 55 | 78 804 37 | - | - | 6 795 80 | - | 85 600 17 |
| 20 Activités juridiques | - | 1 742 07 | 1 742 07 | - | - | - | - | 1 742 07 |
| 21 Information | 1 400 00 | - | 1 400 00 | - | - | 2 996 02 | 57 170 30 | 61 566 32 |
| 22 Administration et gestion | 112 645 78 | 3 717 79 | 116 363 57 | - | 13 222 00 | 3 248 00 | - | 132 833 57 |
| 23 Département des conférences | 60 000 00 | - | 60 000 00 | - | - | 182 519 28 | - | 242 519 28 |
| Total pour le budget ordinaire | 1 092 708 44 | 214 741 12 | 1 307 449 56 | 180 469 12 | 236 834 60 | 239 707 28 | 57 170 30 | 2 021 630 86 |
| Fonds d'affectation spéciale du budget-programme : | - | - | - | - | 6 850 00 | 1 838 00 | - | 8 688 00 |
| Fonds d'affectation spéciale pour les services linguistiques arabes (chapitre 22) AW | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Fonds d'affectation spéciale pour l'harmonisation des aspects techniques des règlements de la construction (chapitre 06) BM | 9 729 17 | - | 9 729 17 | - | - | - | - | 9 729 17 |
| Renforcement du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (chapitre 17) ID | 10 666 64 | - | 10 666 64 | - | - | - | - | 10 666 64 |
| Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections relatives au développement (chapitres 5 et 21) DV | 11 500 00 | 1 212 00 | 12 712 00 | - | 23 500 00 | - | - | 36 212 00 |
| Centre d'information économique et sociale des Nations Unies (chapitre 21) ES | - | - | - | - | 6 476 59 | 2 660 75 | 105 00 | 9 242 34 |
| Fonds des Nations Unies pour la Namibie (chapitre 03) FN | 791 76 | - | 791 76 | - | - | 887 00 | - | 1 678 76 |
| Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la défense sociale (chapitre 05) FS | 7 060 00 | - | 7 060 00 | - | - | - | - | 7 060 00 |
| Fonds d'affectation spéciale pour l'Année internationale de la femme (chapitre 05) IW | 500 00 | 4 614 92 | 5 114 92 | 718 00 | - | - | - | 5 832 92 |
| Fonds pour frais généraux de l'ONU (chapitre 22) OH | - | - | - | - | 2 000 00 | - | - | 2 000 00 |
| Fonds d'affectation spéciale pour le Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales (chapitre 05B) IC | 4 172 16 | 6 052 94 | 10 225 10 | - | 58 000 00 | - | - | 68 225 10 |
| Fonds pour frais généraux de la CHUCED (chapitre 11) TO | 7 600 00 | - | 7 600 00 | - | - | - | - | 7 600 00 |
| Subvention du FNUD (chapitre 03) US | - | - | - | - | 217 95 | - | - | 217 95 |
| Fonds d'affectation spéciale pour le dessalement de l'eau (chapitre 04) WD | - | - | - | - | 10 000 00 | - | - | 10 000 00 |
| Fonds d'affectation spéciale de l'ONUDI (chapitre 12) DF, IB | 2 124 49 | - | 2 124 49 | - | - | - | - | 2 124 49 |
| Total pour les fonds d'affectation spéciale du budget-programme | 54 144 62 | 11 879 86 | 66 024 48 | 718 00 | 107 044 54 | 5 385 75 | 105 00 | 179 277 37 |
| Total pour le budget-programme | 1 146 852 66 | 226 620 98 | 1 373 473 64 | 181 187 12 | 343 879 14 | 245 093 03 | 57 275 30 | 2 200 908 23 |
| Autres fonds d'affectation spéciale : | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (AC) | 164 480 87 | 68 127 99 | 232 608 86 | - | - | 274 08 | - | 232 882 94 |
| Fonds d'affectation spéciale pour les secours en cas de catastrophe (DC) | 43 902 38 | 3 322 45 | 47 224 83 | - | - | 2 701 59 | - | 49 926 42 |
| Force d'urgence des Nations Unies (1973) (EF) | - | - | - | - | 17 750 00 | - | - | 17 750 00 |
| Opération spéciale d'urgence des Nations Unies (EI) | 6 000 00 | - | 6 000 00 | - | - | - | - | 6 000 00 |
| Fonds pour l'environnement (FE) | 202 909 48 | 30 777 44 | 233 686 92 | 1 886 03 | - | 3 875 28 | - | 239 448 23 |
| Impression des rapports finaux du Bureau de la coopération technique (FR) | - | - | - | - | - | 1 864 20 | - | 1 864 20 |
| Fonds d'affectation spéciale pour l'Institut pour la Namibie (IN) | - | - | - | - | - | 1 200 31 | - | 1 200 31 |
| Université des Nations Unies (IU) | 19 300 00 | 358 73 | 19 658 73 | 15 277 02 | 1 801 67 | 40 015 18 | - | 76 752 60 |
| Projets communs du Service de l'information (JP) | - | - | - | - | - | - | 2 657 51 | 2 657 51 |
| FNUAP - Infrastructure (PP) | 20 878 90 | - | 20 878 90 | 21 993 20 | - | 4 205 26 | - | 47 077 36 |
| Avances au fonds de roulement - Dépenses imprévues et extraordinaires (WC) | 9 480 00 | 5 800 00 | 15 280 00 | - | - | - | - | 15 280 00 |
| Total pour les autres fonds d'affectation spéciale | 466 551 63 | 108 286 61 | 574 838 24 | 39 156 25 | 19 551 67 | 54 135 90 | 2 657 51 | 690 839 37 |
| Total général | 1 613 804 29 | 335 007 59 | 1 948 811 88 | 220 343 37 | 363 430 81 | 299 228 93 | 59 932 81 | 2 891 747 80 |

a/ Sont compris dans cette colonne les objets de dépenses 310 (contrats de recherche) et 320 (contrats de rédaction); les crédits nécessaires pour couvrir ces dépenses ont été alloués sous la rubrique 040 ou sous d'autres rubriques du budget ordinaire.

ANNEXE II

REPARTITION DES CONSULTANTS, DES EXPERTS ET DES ENTREPRENEURS,
PAR REGION ET PAR NATIONALITE

| <u>Région et pays d'origine</u> | <u>Consultants</u> | <u>Experts</u> | <u>Entrepreneurs</u> |
|-------------------------------------|--------------------|----------------|----------------------|
| Afrique | | | |
| Afrique du Sud | - | - | 3 |
| Algérie | 1 | - | 2 |
| Côte d'Ivoire | 1 | 1 | - |
| Egypte | 6 | 2 | 1 |
| Ethiopie | 2 | - | 2 |
| Ghana | 2 | 2 | 1 |
| Kenya | - | 2 | 3 |
| Mali | - | 1 | 1 |
| Maroc | - | - | 1 |
| Nigéria | 1 | - | - |
| Ouganda | - | - | 1 |
| République-Unie de Tanzanie | - | - | 2 |
| République-Unie du Cameroun | 1 | - | 2 |
| Sénégal | - | 1 | - |
| Somalie | - | - | 1 |
| Soudan | - | - | 1 |
| Tunisie | 1 | - | 1 |
| Zambie | - | 1 | - |
| Total partiel | <u>15</u> | <u>10</u> | <u>22</u> |
| Amérique du Nord et Antilles | | | |
| Canada | 4 | 1 | 3 |
| Etats-Unis d'Amérique | 65 | 11 | 57 |
| Jamaïque | 1 | 1 | 2 |
| Total partiel | <u>70</u> | <u>13</u> | <u>62</u> |

/...

| <u>Région et pays d'origine</u> | <u>Consultants</u> | <u>Experts</u> | <u>Entrepreneurs</u> |
|-------------------------------------|--------------------|----------------|----------------------|
| Amérique latine | | | |
| Argentine | 8 | 1 | 10 |
| Bolivie | 1 | - | 1 |
| Brésil | 1 | 1 | 3 |
| Chili | 15 | 1 | 2 |
| Colombie | - | 1 | - |
| El Salvador | 4 | - | - |
| Guatemala | - | - | 1 |
| Mexique | 4 | - | 13 |
| Nicaragua | - | - | 1 |
| Pérou | 2 | - | 1 |
| République Dominicaine | 1 | - | - |
| Uruguay | 1 | - | - |
| Venezuela | - | 1 | 1 |
| | <u>37</u> | <u>5</u> | <u>33</u> |
| Asie et Extrême-Orient | | | |
| Australie | 6 | - | 1 |
| Bangladesh | - | 1 | - |
| Chine | 3 | 1 | - |
| Inde | 15 | 9 | 4 |
| Indonésie | 2 | 3 | 3 |
| Japon | 1 | 1 | 11 |
| Kampuchea démocratique | - | - | 1 |
| Malaisie | - | 1 | 1 |
| Népal | - | 1 | 4 |
| Nouvelle-Zélande | 3 | - | - |
| Pakistan | 2 | 1 | 3 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | - | 1 | - |
| Philippines | 4 | 1 | 1 |
| Singapour | 1 | 1 | - |

/...

| <u>Région et pays d'origine</u> | <u>Consultants</u> | <u>Experts</u> | <u>Entrepreneurs</u> |
|-------------------------------------|--------------------|----------------|----------------------|
| Asie et Extrême-Orient (suite) | | | |
| Sri Lanka | 1 | - | 4 |
| Thaïlande | 4 | 2 | 11 |
| Total partiel | <u>42</u> | <u>23</u> | <u>44</u> |
| Europe occidentale | | | |
| Allemagne, République fédérale d', | 2 | 1 | 2 |
| Autriche | 7 | - | 5 |
| Belgique | 2 | - | 5 |
| Danemark | - | 1 | 1 |
| Espagne | 2 | 1 | 7 |
| France | 6 | 4 | 15 |
| Grèce | 1 | 1 | 1 |
| Irlande | 2 | - | 2 |
| Italie | 2 | - | 1 |
| Malte | - | - | 1 |
| Norvège | 2 | 1 | - |
| Pays-Bas | 3 | 2 | 3 |
| Royaume-Uni | 28 | 4 | 26 |
| Suède | 4 | 1 | 2 |
| Total partiel | <u>61</u> | <u>16</u> | <u>71</u> |
| Europe orientale | | | |
| Hongrie | 3 | 1 | 1 |
| Pologne | - | 5 | 2 |
| République démocratique allemande | 1 | - | - |
| Roumanie | - | - | 1 |
| URSS | - | 1 | 8 |
| Yougoslavie | 2 | 1 | 1 |
| Total partiel | <u>6</u> | <u>8</u> | <u>13</u> |

/...

Région et pays
d'origineConsultantsExpertsEntrepreneurs

Moyen-Orient

| | | | |
|---------------------------|---|---|---|
| Chypre | - | - | 1 |
| Irak | - | 1 | - |
| Iran | 2 | - | 1 |
| Israël | - | 3 | 3 |
| Jordanie | 1 | 1 | 1 |
| Liban | - | - | 2 |
| République arabe syrienne | 1 | - | - |
| Turquie | - | - | 1 |
| | - | - | - |
| Total partiel | 4 | 5 | 9 |
| | - | - | - |

Divers

| | | | |
|----------------------|-----|----|-----|
| République de Corée | - | 1 | - |
| Apatrides | 1 | - | - |
| Nationalité inconnue | 1 | - | - |
| | - | - | - |
| Total partiel | 2 | 1 | - |
| | - | - | - |
| TOTAL GENERAL | 237 | 81 | 254 |
| | == | == | == |
